

<https://ricochets.cc/Ordre-police-France-Travail.html>



Ordre, police, Â« France Travail Â», SNU, travail forcé... : bienvenue aux investisseurs

- Les Articles -

Publication date: mardi 25 juillet 2023

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Bienvenue [aux investisseurs sacrés](#) dans le pays de l'embrigadement général et du contrôle policier.

Les français doivent marcher au pas pour plaire aux gros capitalistes et à leur pognon roi. Il faut savoir se vendre sans scrupule et réduire au minimum les exigences sociales et écologiques pour séduire les « investisseurs » si prompts à préférer les USA ou la Chine.

Transformons donc la France en régime policier et en camp de travail sous surveillance plutôt que de renoncer au capitalisme et à ses gouvernements.

La sainte « création d'emplois » et la « réduction du chômage » sont à ce prix effectivement tant qu'on reste dans le cadre de la civilisation industrielle et du capitalisme. N'en déplaise aux adeptes de la croyance que le capitalisme pourrait être « humanisé » ou contrôlé.

Le conflit inévitable entre capitalisme/Etat et « bien vivre » s'exacerbe partout

[Le conflit inévitable entre capitalisme/Etat et Â« bien vivre Â» s'exacerbe partout](#), forcément on n'a qu'une planète limitée et finie et les prétentions ravageuses de la Sainte Croissance sont infinies.

Le roi Macron n'est donc qu'un représentant de commerce quelconque, un vulgaire marchand de tapis minable qui s'efforce de discipliner et brader « ses » actifs pour remporter des marchés volatiles.

Le problème c'est qu'il dispose pour se faire d'institutions anti-démocratiques et d'[un système policier criminel](#).

Le roi Macron n'est donc qu'un représentant de commerce quelconque

Mais au fond, tout gouvernement inscrit dans l'Etat-capitalisme ferait à peu près la même chose.

France Travail, retour aux années 40

► [Loi "France Travail" : tout comprendre au projet du gouvernement](#)

Annoncée il y a quelques semaines, l'activité forcée de 15 à 20h par semaine pour les allocataires du RSA a suscité de nombreuses questions : concrètement, comment cela va-t-il fonctionner ? Comment le gouvernement compte-t-il s'y prendre pour mettre en oeuvre une telle mesure ? Elle s'inscrit dans un projet de loi plus vaste portant sur la création de "France Travail", qui remplacera Pôle Emploi et poursuivra l'oeuvre amorcée au début du premier quinquennat de Macron : faire du chômage un enfer pour nous pousser à travailler à n'importe quel prix et dans n'importe quelle condition et surtout pour stigmatiser les pauvres. Le rapport de préfiguration de la réforme, publié en avril, ainsi que les premières annonces faites à la presse nous permettent de faire le tour d'horizon de ce que l'on sait de cette loi, qui sera certainement la plus violente depuis le début du second quinquennat.

► [Avec France Travail, « on va créer une main d'oeuvre corvéable de travailleurs pauvres »](#) - C'est le nouveau projet de loi pour lutter contre la précarité des 5,1 millions de personnes sans emploi : France Travail. Au programme : contrôle global des usagers et RSA conditionné à des heures de travail obligatoire.

On voit que les relents pétainistes archaïques se marient très bien avec la modernité de l'ultra-capitalisme...



Ordre, police, Â« France Travail Â», SNU, travail forcé... : bienvenue aux investisseurs

Voir également :

Il n'y a pas d'égalité des chances, la concurrence permanente est une infamie, et il n'y a de toute façon pas de places d'élus pour tout le monde dans la pyramide sociale.

La méritocratie est à jeter à la poubelle tout comme l'idéologie (néo)libérale qui la propage partout, notamment dans le système éducatif.

Le groupuscule d'extrémistes le plus dangereux du monde à Versailles

► [Le groupuscule d'extrémistes le plus dangereux du monde à Versailles](#), et notamment :

- [Le mythe de l'entrepreneur : une fiction qui légitime l'ordre social](#) - Dans un livre paru récemment chez Zones, Anthony Galluzzo met en pièces le « mythe de l'entrepreneur », ce grand récit capitaliste qui a pour triple fonction de louer les vertus créatrices du capitalisme, de dissimuler les mécanismes de reproduction des privilèges sociaux et de rendre chaque individu responsable de ses succès et de ses échecs. (...) L'aristocratie entrepreneuriale et le conservatisme méritocratique (...)

L'apologie du mérite dénonce implicitement des imméritants. Dans l'ordre des choses, les « ratés », les chômeurs, les pauvres, aussi, sont self-made. Ils ne sont certes pas responsables de là où ils sont nés, mais toujours de ce qu'ils sont devenus. Pour les sortir de leur condition, il faut les responsabiliser, les faire changer d'attitude face au travail, et non les conforter dans leurs échecs par l'assistance sociale. La rhétorique du mérite porte en elle le refus de toute surdétermination, qu'elle soit sexuelle, sociale ou raciale. Les trajectoires sont irréductiblement individuelles : chacun ne peut être expliqué que par lui-même. (...)

Ayant lui aussi triomphé du marché, l'entrepreneur afro-américain peut rejoindre les rangs d'une bourgeoisie universelle, déracialisée. (...)

« C'est là une singulière et paradoxale conclusion pour le système politique libéral qui est supposé se fonder sur l'égalité des humains, leur interchangeabilité et leur autonomie. Finalement, pour gouverner les humains de manière acceptable, il faut des humains d'exception. L'entrepreneur serait un nouveau Léviathan. » (...)

Les récits célébrant l'entrepreneur forment des fictions nécessaires à la légitimation de l'ordre social. Si la production de valeur est le fait d'un collectif et non d'un individu ; si l'innovation provient de la multitude et non d'un seul ; si l'entrepreneur s'approprie des ressources bien davantage qu'il ne les produit ; si nous sommes guidés par des forces anonymes et non par des démiurges ; si la chance est un déterminant bien plus important que le talent pour expliquer la réussite ; alors, comment justifier la position dominante, l'autorité et les droits de propriété d'une élite ? Comment expliquer la concentration en quelques mains d'une richesse produite par tous ?

Le mythe de l'entrepreneur alimente un imaginaire politique conservateur, dont les présupposés et postulats se diffusent bien au-delà de la presse économique et de la littérature entrepreneuriale. En

propageant des conceptions individualistes et élitistes de la création de valeur, et en éclipsant les conflits liés à son partage et à la division du travail, les multiples récits qui animent le mythe de l'entrepreneur remplissent une fonction idéologique. Ils fondent une fiction du pouvoir justifiant, à un niveau micro, l'autorité des entrepreneurs dans leurs milieux et, à un niveau macro, celle des capitalistes dans nos systèmes de gouvernement. (...)

On peut ainsi considérer que, dans la modernité capitaliste, le mythe de l'entrepreneur permet de simplifier la vie économique en la théâtralisant et de rassurer les individus quant à leurs capacités à agir et à être maîtres de leur destin. (...)



Les avantages du mythe de l'entrepreneur

► NOTE sur le dernier extrait cité au dessus :

en effet dans ce système économique totalitaire allié à des institutions politiques anti-démocratiques autoritaires (démocrature ou dictature, comme vous voulez), les individus lambdas sont impuissants, soumis aux rouages anonymes de la mégamachine qui dévore la biosphère à vitesse grand V et dépendants de ses productions.

Le mythe de l'entrepreneur permet de fournir aux masses une illusion de liberté et de maîtrise de leur vie, un espoir (le plus souvent lointain et inaccessible pour les « mal nés ») de « réussite » matérielle, et aux puissants il offre un os à ronger valorisant où ils s'auto-persuadent d'avoir un rôle important et messianique, ça leur évite de voir la réalité sordide de leur rôle de rapaces insensibles au service du monstre froid qui rend la planète inhabitable.

Vous n'avez aucun pouvoir politique ou économique dans cette mégamachine termitière, mais vous pouvez être valorisé en « créateur de richesses », « innovateur d'entreprises », et si vous êtes suffisamment riche, vous pourrez influencer l'Etat-capitalisme en fonction de vos intérêts privés.

Ca permet ainsi au techno-capitalisme de canaliser à son profit un peu de l'énergie humaine créatrice qui sinon ferait défaut à sa nécessité de l'innovation permanente.